

Le Rwanda élu au Conseil de sécurité malgré la RDC

@rib News, 20/10/2012 â€“ Source Reuters Le Rwanda, l'Argentine, l'Australie, le Luxembourg et la Corée du Sud ont été élus jeudi comme membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations unies pour les années 2013 et 2014. Les fauteuils réservés à l'Afrique d'une part, à l'Amérique latine et aux Caraïbes d'autre part, n'avaient pas d'autre candidat que le Rwanda et l'Argentine. Les deux pays devaient cependant être appuyés par les deux tiers des 193 pays membres de l'Assemblée générale des Nations unies. Kigali a obtenu 148 voix et Buenos Aires 182. Le Rwanda a été élu malgré les accusations portées contre son ministre de la Défense qui appuierait le mouvement rebelle M23 en République démocratique du Congo (RDC) voisine.

L'Australie a dans un premier temps battu la Finlande et le Luxembourg pour le premier des deux sièges réservés aux "pays d'Europe occidentale et aux autres", avec 140 voix. Après un second tour de scrutin, le Luxembourg a ensuite obtenu le deuxième siège de ce bloc avec 131 voix. Le siège Asie-Pacifique est revenu à la Corée du Sud, qui a battu le Cambodge et le Bhoutan avec 149 suffrages, là encore après un deuxième tour de scrutin. Le Conseil de sécurité compte cinq membres permanents - Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie dotés du droit de veto - et dix membres non permanents élus pour deux ans. L'élection de ce jeudi porte sur la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2014. Selon un récent rapport d'experts des Nations unies, le Rwanda et l'Ouganda continuent, malgré leurs démentis, d'aider les rebelles congolais du M23 dans l'est de la RDC. GEL DE L'AIDE Le rapport met notamment en cause le ministre rwandais de la Défense, le général James Kabarebe, présenté comme coiffant de facto la chaîne de commandement du M23. De source diplomatique haut placée à l'Onu, on a déclaré à Reuters que l'implantation du M23 dans l'est de la RDC était telle que le Rwanda avait de fait "annexé" cette partie du territoire de son voisin. Mercredi, la RDC a réclamé des sanctions internationales contre le Rwanda et l'Ouganda. "C'est faux. Ce rapport est très problématique donc quiconque envisagerait de prendre des mesures en se fondant sur ce rapport serait vraiment mal avisé", a déclaré jeudi à Reuters la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, après l'élection de son pays au Conseil de sécurité. "La priorité à l'heure actuelle est de rechercher les facteurs susceptibles de pacifier la région et, deuxièmement, de chercher quelles sont les causes profondes et de chercher les moyens de régler ce problème de manière durable", a-t-elle ajouté. Les Etats-Unis, la Suède et les Pays-Bas ont suspendu une partie de leur aide au Rwanda, dont le budget dépend environ 40% de l'assistance extérieure. L'Union européenne a pour sa part gelé en septembre une partie de son soutien budgétaire. "Ce serait la plus grande erreur que puisse faire un pays donateur à l'égard du Rwanda", a jugé Louise Mushikiwabo au sujet du gel des aides. Avant l'élection des nouveaux membres du Conseil de sécurité, la diplomatie congolaise a accusé le Rwanda d'accueillir sur son territoire "des criminels de guerre agissant dans l'est de la RDC et qui sont recherchés par la justice internationale".